



## Les Gilets Jaunes - un signe de détresse jaune vif

Par [Diana Johnstone](#)

Mondialisation.ca, 05 décembre 2018

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#), [Loi et Justice](#)

Analyses: [Gilets jaunes](#)

Chaque voiture en France est censée être équipée d'un gilet jaune. Ainsi, en cas d'accident ou de panne sur une autoroute, le conducteur peut l'enfiler pour assurer sa visibilité et éviter de se faire écraser.

L'idée de porter votre gilet jaune pour manifester contre les mesures gouvernementales impopulaires s'est donc rapidement imposée. Le costume était à portée de main et n'avait pas besoin d'être fourni par Soros pour une certaine « révolution de couleur » plus ou moins spontanée. Le symbolisme était approprié : en cas d'urgence socio-économique, montrez que vous ne voulez pas être écrasé.

Comme tout le monde le sait, ce qui a déclenché le mouvement de protestation, c'est une nouvelle hausse des taxes sur le carburant. Mais il était tout de suite clair qu'il s'agissait de beaucoup plus que cela. La taxe sur le carburant a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase dans une longue série de mesures favorisant les riches aux dépens de la majorité de la population. C'est pourquoi le mouvement a atteint une popularité et un soutien presque instantanés.

### Les voix du peuple

Les Gilets Jaunes ont tenu leurs premières manifestations le samedi 17 novembre sur les Champs-Élysées à Paris. C'était totalement différent des manifestations syndicales habituelles, bien organisées pour marcher sur le boulevard entre la Place de la République et la Place de la Bastille, ou l'inverse, en portant des banderoles et en écoutant les discours des dirigeants à la fin. Les Gilets Jaunes arrivés de nulle part, sans organisation, sans chef pour leur dire où aller ou haranguer la foule. Ils étaient juste là, dans les gilets jaunes, en colère et prêts à expliquer leur colère à tout auditeur prêt à les écouter.

En bref, le message était le suivant : nous n'arrivons pas à joindre les deux bouts. Le coût de la vie ne cesse d'augmenter et nos revenus continuent de baisser. On n'en peut plus, c'est tout. Le gouvernement doit s'arrêter, réfléchir et changer de cap.

Mais la première réaction du gouvernement a été d'envoyer la police pulvériser des torrents de gaz lacrymogène sur la foule, apparemment pour tenir la population à distance de la résidence présidentielle voisine, le palais de l'Élysée. Le président Macron était ailleurs, se considérant apparemment au-dessus de tout cela.

Mais ceux qui écoutaient pouvaient apprendre beaucoup de choses sur l'état de la France d'aujourd'hui. Surtout dans les petites villes et les zones rurales, d'où viennent de nombreux

manifestants. La situation est bien pire que ce que les autorités et les médias à Paris ont laissé entendre.

Il y avait des jeunes femmes qui travaillaient sept jours sur sept et qui désespéraient de ne pas avoir assez d'argent pour nourrir et vêtir leurs enfants.

Les gens étaient en colère mais prêts à expliquer très clairement les enjeux économiques.

Colette, âgée de 83 ans, ne possède pas de voiture, mais a expliqué à qui veut bien l'entendre que la flambée du prix de l'essence nuirait aussi aux gens qui ne conduisent pas, en affectant le prix des aliments et autres produits de première nécessité. Elle avait fait ses calculs et pensait que cela coûterait 80 euros par mois à un retraité.

« *Macron n'a pas fait campagne en promettant de geler les pensions* », se souvient un gilet jaune, mais c'est ce qu'il a fait, tout en augmentant les impôts de solidarité des retraités.

Une revendication importante et récurrente concernait la question des soins de santé. La France dispose depuis longtemps du meilleur programme de santé publique au monde, mais ce programme est de plus en plus miné pour répondre au besoin premier du capital : le profit. Au cours des dernières années, une campagne gouvernementale de plus en plus importante a été menée pour encourager, puis ensuite obliger les gens à souscrire à une « mutuelle », c'est-à-dire une assurance maladie privée, prétendument pour combler « les lacunes » non couvertes par la couverture maladie universelle en France. Les « écarts » peuvent être les 15% qui ne sont pas couverts pour les maladies ordinaires (les maladies graves sont couvertes à 100%), ou pour les médicaments retirés de la liste « couverte », ou pour les soins dentaires, entre autres choses. Les « lacunes » à combler ne cessent de s'accroître, de même que le coût de l'adhésion à la mutuelle. En réalité, ce programme, vendu au public comme une amélioration modernisatrice, est une évolution graduelle vers la privatisation des soins de santé. C'est une méthode sournoise pour ouvrir tout le champ de la santé publique aux investissements financiers internationaux. Ce stratagème n'a pas dupé les gens ordinaires et figure en bonne place sur la liste des revendications des Gilets Jaunes.

La dégradation des soins dans les hôpitaux publics est une autre revendication. Il y a de moins en moins d'hôpitaux dans les zones rurales et il faut « attendre assez longtemps pour mourir » aux urgences. Ceux qui peuvent se le permettre se tournent vers les hôpitaux privés. Mais la plupart ne le peuvent pas. Les infirmières sont surchargées de travail et sous-payées. Quand on entend ce que les infirmières ont à endurer, on se rappelle qu'il s'agit effectivement d'une noble profession.

Tout cela m'a rappelé une jeune femme que nous avons rencontrée lors d'un pique-nique public dans le sud-ouest de la France l'été dernier. Elle s'occupe des personnes âgées qui vivent seules à la maison dans les zones rurales, allant de l'une à l'autre en voiture, pour les nourrir, les baigner, leur offrir un moment de bonne compagnie et de compréhension. Elle aime sa vocation, elle aime aider les personnes âgées, même si cela lui permet à peine de gagner sa vie. Elle fera partie de ceux qui devront payer plus cher pour se rendre d'un patient à l'autre.

Les gens paient volontiers des impôts lorsqu'ils obtiennent quelque chose en échange. Mais pas quand on leur enlève les choses auxquelles ils sont habitués. Les fraudeurs sont les super riches et les grandes entreprises avec leurs batteries d'avocats et de paradis fiscaux,

ou des intrus comme Amazon et Google, mais les Français ordinaires ont été relativement habitués à payer des impôts en échange d'excellents services publics : soins de santé optimaux, transports publics de première classe, service postal rapide et efficace, enseignement universitaire gratuit. Mais tout cela est attaqué par le règne du capital financier appelé ici « néolibéralisme ». Dans les zones rurales, de plus en plus de bureaux de poste, d'écoles et d'hôpitaux sont fermés, les services ferroviaires non rentables sont supprimés en raison de la « libre concurrence » introduite par les directives de l'Union européenne – des mesures qui obligent plus que jamais les gens à prendre leur voiture. Surtout quand les grands centres commerciaux drainent les petites villes de leurs magasins traditionnels.

### Politiques énergétiques incohérentes

Et la taxe annoncée par le gouvernement – 6,6 centimes de plus par litre pour le diesel et 2,9 centimes supplémentaires par litre d'essence – ne sont que les premières étapes d'une série d'augmentations prévues au cours des prochaines années. Ces mesures sont censées inciter les gens à conduire moins ou même mieux, à mettre à la casse leurs vieux véhicules et à acheter de belles voitures électriques neuves.

De plus en plus, la « gouvernance » est un exercice d'ingénierie sociale par des technocrates qui savent ce qui vaut le mieux. Cet exercice va directement à l'encontre d'une mesure gouvernementale antérieure d'ingénierie sociale qui utilisait des incitations économiques pour encourager les gens à acheter des voitures fonctionnant au diesel. Maintenant, le gouvernement a changé d'idée. Plus de la moitié des véhicules personnels fonctionnent encore au diesel, bien que ce pourcentage ait diminué. Maintenant, on dit à leurs propriétaires d'aller acheter une voiture électrique à la place. Mais les gens qui vivent sur le fil du rasoir n'ont tout simplement pas les moyens de changer de véhicule.

En outre, la politique énergétique est incohérente. En théorie, l'économie « verte » inclut la fermeture de nombreuses centrales nucléaires en France. Sans elles, d'où viendrait l'électricité pour faire fonctionner les voitures électriques ? Et l'énergie nucléaire est « propre », sans CO2. Alors, que se passe-t-il ? Les gens se posent des questions.

Les sources d'énergie alternatives les plus prometteuses en France sont les marées fortes le long des côtes septentrionales. Mais en juillet dernier, le projet *Tidal Energies* sur la côte normande a soudainement été abandonné parce qu'il n'était pas rentable – pas assez de clients. C'est symptomatique de ce qui ne va pas avec le gouvernement actuel. Les nouveaux grands projets industriels ne sont presque jamais rentables au départ, c'est pourquoi ils ont besoin de l'appui et des subventions du gouvernement pour démarrer, en prévision de l'avenir. De tels projets ont été soutenus sous de Gaulle, élevant la France au rang de grande puissance industrielle et apportant une prospérité sans précédent à l'ensemble de la population. Mais le gouvernement Macron n'investit pas dans l'avenir et ne fait rien pour préserver les industries qui subsistent. Sous sa direction, la société française Alstom, leader dans le secteur de l'énergie, a été vendue à *General Electric*.

En effet, il est parfaitement hypocrite de qualifier la taxe française sur l'essence d'« écotaxe » puisque les bénéfices d'une véritable écotaxe seraient investis dans le développement des énergies propres – comme les centrales marémotrices. Les bénéfices sont plutôt affectés à l'équilibre budgétaire, c'est-à-dire au service de la dette publique. La taxe macronienne sur l'essence n'est qu'une mesure d'austérité de plus – avec la réduction des services publics et la « vente des bijoux de famille », c'est-à-dire la vente de sources

potentielles de revenus comme Alstom, les installations portuaires et les aéroports parisiens.

Le gouvernement n'a pas compris ce qui se passait.

Les premières réponses du gouvernement ont montré qu'il n'écoutait pas. Ils ont puisé dans leur sac aux clichés pour dénigrer quelque chose qu'ils ne voulaient pas se donner la peine de comprendre.

La première réaction du président Macron a été de culpabiliser les manifestants en invoquant l'argument le plus puissant des mondialistes pour imposer des mesures impopulaires : le réchauffement climatique. Quelles que soient les petites revendications que les gens peuvent avoir, a-t-il indiqué, ce n'est rien comparé à l'avenir de la planète.

Cela n'a pas impressionné les gens qui, oui, ont entendu parler du changement climatique et de la protection de l'environnement autant que quiconque, mais qui sont obligés de répondre : *« Je suis plus inquiet pour ma fin du mois que pour la fin du monde »*.

Après le deuxième rassemblement des Gilets Jaunes, le samedi 25 novembre, qui a vu plus de manifestants et plus de gaz lacrymogènes, le ministre en charge du budget, Gérard Darmanin, a déclaré que ce qui avait manifesté sur les Champs-Élysées était « la peste brune », qui signifie fasciste. (Pour ceux qui aiment excorier les Français comme racistes, il faut noter que Darmanin est d'origine ouvrière algérienne). Cette remarque a provoqué un tollé d'indignation qui a révélé la sympathie de l'opinion publique pour le mouvement – plus de 70% d'approbation d'après les derniers sondages, même après les actes de vandalisme incontrôlés. Le ministre de l'Intérieur de Macron, Christophe Castaner, a dû déclarer que la communication du gouvernement avait été mal gérée. Bien sûr, c'est l'excuse technocratique bien connue : nous avons toujours raison, mais tout est une question de « communication », et non de faits sur le terrain.

J'ai peut-être manqué quelque chose, mais parmi les nombreuses interviews que j'ai écoutées, je n'ai pas entendu un seul mot qui tomberait dans les catégories de « l'extrême droite », et encore moins du « fascisme » – ou même qui indiquerait une préférence particulière en ce qui concerne les partis politiques. Ces personnes sont entièrement préoccupées par des questions pratiques concrètes. Pas un soupçon d'idéologie – chose remarquable à Paris !

Certains, qui ignorent l'histoire de France et qui désirent montrer leur purisme gauchiste ont suggéré que les Gilets Jaunes sont dangereusement nationalistes parce qu'ils agitent parfois des drapeaux français et chantent La Marseillaise. Cela signifie simplement qu'ils sont français. Historiquement, la gauche française est patriotique, surtout quand elle se révolte contre les aristocrates et les riches ou pendant l'occupation nazie. C'est juste une façon de dire que nous sommes le peuple, que c'est nous qui bossons et que vous devez écouter nos griefs. Pour être mauvais, le « nationalisme » doit être agressif envers les autres nations. Ce mouvement n'attaque personne, il se cantonne à son territoire.

La faiblesse de Macron

Les gilets jaunes ont clairement fait comprendre au monde entier qu'Emmanuel Macron était un produit artificiel vendu à l'électorat par une campagne médiatique extraordinaire.

Macron était le lapin magiquement sorti d'un haut-de-forme, parrainé par ce qu'on doit

appeler l'oligarchie française. Après avoir attiré l'attention de Jacques Attali, le jeune Macron fut embauché à la banque Rothschild où il a pu rapidement gagner une petite fortune, ce qui lui assure une fidélité de classe envers ses parrains. La saturation des médias et la campagne de peur contre Marine Le Pen « fasciste » (qui a par ailleurs raté son grand débat) ont mis Macron au pouvoir. Il avait rencontré sa femme alors qu'elle lui enseignait le théâtre, et maintenant il peut jouer au président.

La mission que lui ont confiée ses parrains était claire. Il doit poursuivre avec plus de vigueur les « réformes » (mesures d'austérité) déjà entreprises par les gouvernements précédents, qui avaient parfois hésité à hâter le déclin de l'Etat social.

Et au-delà, Macron était censé « sauver l'Europe ». Sauver l'Europe, c'est sauver l'Union européenne du borbier dans lequel elle se trouve.

C'est pourquoi il est obsédé par la réduction des dépenses et l'équilibre budgétaire. Parce que c'est pour cela qu'il a été choisi par l'oligarchie qui a parrainé sa candidature. Il a été choisi par l'oligarchie financière avant tout pour sauver l'Union européenne d'une désintégration menaçante provoquée par l'euro. Les traités instituant l'UE et surtout la monnaie commune, l'euro, ont créé un déséquilibre insoutenable entre les États membres. L'ironie, c'est que les gouvernements français précédents, à commencer par Mitterrand, sont largement responsables de cet état de fait. Dans un effort désespéré et techniquement mal analysé pour empêcher l'Allemagne nouvellement unifiée de devenir la puissance dominante en Europe, les Français ont insisté pour lier l'Allemagne à la France par une monnaie commune. A contrecœur, les Allemands ont accepté l'euro - mais seulement aux conditions allemandes. Le résultat est que l'Allemagne est devenue le créancier involontaire d'États tout aussi involontaires, l'Italie, l'Espagne, le Portugal et, bien sûr, la Grèce ruinée. Le fossé financier entre l'Allemagne et ses voisins du sud ne cesse de se creuser, ce qui suscite la grogne de toutes parts.

L'Allemagne ne veut pas partager le pouvoir économique avec des États qu'elle considère comme irresponsables. La mission de Macron est donc de montrer à l'Allemagne que la France, malgré son économie chancelante, est « responsable », en serrant le vis à la population pour payer les intérêts de la dette. L'idée de Macron est que les politiciens à Berlin et les banquiers à Francfort seront tellement impressionnés qu'ils se retourneront et diront, bravo Emmanuel, nous sommes prêts à mettre notre richesse dans un pot commun au profit des 27 États membres. Et c'est pourquoi Macron ne reculera devant rien pour équilibrer le budget, pour que les Allemands l'aiment.

Jusqu'à présent, la magie Macron ne fonctionne pas sur les Allemands, et elle pousse son propre peuple dans les rues.

Mais sont-ils réellement son peuple ? Macron se préoccupe-t-il vraiment de ses compatriotes qui ne font que travailler pour gagner leur vie ? Tout le monde s'entend pour dire que ce n'est pas le cas.

Macron est en train de perdre le soutien des gens dans la rue et des oligarques qui l'ont parrainé. Il ne fait pas son travail.

L'ascension politique de Macron - véritable lapin sorti du chapeau - lui laisse peu de légitimité, une fois que la lueur des couvertures satinées des magazines s'estompe. Avec l'aide de ses amis, Macron inventa son propre parti, La République en Marche. Il a peuplé

son parti avec des individus de la « société civile », souvent des entrepreneurs de taille moyenne sans expérience politique, plus quelques transfuges du Parti socialiste ou du Parti républicain, pour occuper les postes gouvernementaux les plus importants.

La seule recrue bien connue de la « société civile » était l'activiste écologique, Nicolas Hulot, qui s'est vu confier le poste de ministre de l'Environnement, mais qui a brusquement annoncé sa démission à la radio en août dernier, en citant sa frustration.

Le plus fervent partisan de Macron dans la classe politique était Gérard Collomb, maire socialiste de Lyon, qui s'est vu confier le poste de ministre de l'Intérieur, chargé de la police nationale. Mais peu après le départ de Hulot, Collomb a dit qu'il partait aussi pour retourner à Lyon. Macron l'a supplié de rester, mais le 3 octobre, Collomb a démissionné, avec une déclaration étonnante faisant référence aux « immenses problèmes auxquels son successeur devait faire face. Dans les « quartiers difficiles », dit-il, la situation est « très dégradée : c'est la loi du plus fort qui règne, les trafiquants de drogue et les islamistes radicaux ont pris la place de la République ». Ces banlieues doivent être « reconquises ».

Après une telle description de poste, Macron a eu du mal à recruter un nouveau ministre de l'Intérieur. Il a tâtonné et a trouvé un ami qu'il avait choisi pour diriger son parti, l'ex-socialiste Christophe Castaner. Diplômé en criminologie, l'expérience principale de Castaner le qualifiant pour diriger la police nationale serait sa fréquentation dans sa jeunesse avec un Mafioso marseillais, apparemment dû à son penchant pour le poker et la consommation de whisky dans des tanières clandestines.

Le samedi 17 novembre, les manifestants ont manifesté pacifiquement, mais ils n'ont pas apprécié les lourdes attaques au gaz lacrymogène. Samedi 25 novembre, les choses ont été plus dures, et le samedi 1er décembre, ce fut l'enfer. Sans chefs ni service d'ordre, il était inévitable que des casseurs entrent en scène et commencent à tout casser, à piller des magasins et à mettre le feu aux poubelles, aux voitures et même aux immeubles. Pas seulement à Paris, mais dans toute la France : de Marseille à Brest, de Toulouse à Strasbourg. Dans la ville reculée du Puy en Velay, connue pour sa chapelle perchée sur un rocher et sa dentelle traditionnelle, la préfecture a été incendiée. Les touristes annulent leurs réservations, les restaurants chics se vident et les grands magasins craignent pour leurs vitrines de Noël. Les dommages économiques sont considérables.

Pourtant, l'appui pour les gilets jaunes demeure élevé, probablement parce que les gens sont capables de faire la distinction entre les citoyens en déshérence et les vandales qui sèment la destruction.

Lundi, il y a eu de nouvelles émeutes dans les banlieues troublées dont Collomb avait parlé en se retirant à Lyon. Il s'agissait d'un nouveau front pour la police nationale, dont les représentants ont fait savoir que tout cela devenait beaucoup trop difficile à gérer pour eux. L'annonce de l'état d'urgence ne résoudra probablement rien.

Macron est une bulle qui a éclaté. La légitimité de son autorité est très fortement remise en question. Pourtant, il a été élu en 2017 pour un mandat de cinq ans, et son parti détient une large majorité au Parlement, ce qui rend sa destitution presque impossible.

Alors, quelle est la suite ? Bien qu'ils aient été mis à l'écart par la victoire électorale de Macron en 2017, les politiciens de tous bords tentent de récupérer le mouvement - mais discrètement, car les Gilets Jaunes ont manifesté leur méfiance à l'égard de tous les



politiciens. Ce n'est pas un mouvement qui cherche à prendre le pouvoir. Il cherche simplement à obtenir réparation de ses griefs. Le gouvernement aurait dû d'abord écouter, accepter les discussions et les compromis. Cela devient de plus en plus difficile avec le temps, mais rien n'est impossible.

Pendant deux ou trois cents ans, les gens que l'on pourrait appeler « de gauche » espéraient que les mouvements populaires entraînaient des changements pour le mieux. Aujourd'hui, de nombreux gauchistes semblent terrifiés par les mouvements populaires pour le changement, convaincus que le « populisme » doit conduire au « fascisme ». Cette attitude est l'un des nombreux facteurs indiquant que les changements à venir ne seront pas menés par la gauche telle qu'elle existe aujourd'hui. Ceux qui craignent le changement ne seront pas là pour aider à le réaliser. Mais le changement est inévitable et ne doit pas nécessairement être pour le pire.

Diana Johnstone  
Paris, 3 décembre 2018

Article original en anglais :



[Les Gilets Jaunes - A Bright Yellow Sign of Distress](#)

Traduction par VD pour [le Grand Soir](#). Révisé par l'auteure.

La source originale de cet article est [Mondialisation.ca](#)  
Copyright © [Diana Johnstone](#), Mondialisation.ca, 2018

Articles Par : [Diana Johnstone](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)